

Unité départementale du Val-d'Oise
5, rue de la Palette
95000 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 27 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECT

20 rue de Paris
77230 Villeneuve-sous-Dammartin

Références : UD95 – 2022 - 0639
Code AIOT : 0006519783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement ECT implanté La borne Jerusalem 95380 LOUVRES . L'inspection a été annoncée le 22/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECT
- La borne Jerusalem 95380 LOUVRES
- Code AIOT : 0006519783
- Régime : Enregistrement

L'inspection s'inscrit dans le cadre de la cessation d'activité totale de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes exploitée par la société ECT à Louvres. L'exploitation et le réaménagement du site ont eu lieu dans une période de 5 ans, à partir du 12 juillet 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité
- Travaux de réaménagement
- Instruction de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-46-25 et suivants du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Délivrance du récépissé de cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/10/2021, article R.512-46-25	/	Sans objet
2	Définition de l'usage futur	Code de l'environnement du 12/10/2021, article R.512-46-26	/	Sans objet
3	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 12/10/2021, article R.512-46-27	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'après les éléments fournis par l'exploitant, il y a lieu de proposer la délivrance du récépissé de cessation d'activité.

De plus, la mise en sécurité, d'après les éléments fournis à travers un mémoire de cessation d'activité et les constats de l'inspection apparaît comme effective. En effet les aménagements prévus par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 12 juillet 2016 ont été mis en œuvre même si des adaptations argumentées peuvent être observées.

Ainsi l'Inspection propose de clôturer l'instruction de la cessation d'activité de l'ISDI exploitée par la société ECT implantée à Louvres.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Délivrance du récépissé de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2021, article R.512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Installation soumise à enregistrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. — La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III. — En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.</p> <p>Constats : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site :</p> <p>L'installation de stockage de déchets inertes réaménagé ne laisse pas apparaître de produits dangereux. Les matériels et produits utilisés ont été évacués. En outre, d'après l'exploitant des produits ont été entreposés sur rétention pendant la phase d'exploitation, ne laissant pas présager de pollution des sols.</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site :</p> <p>Le site est clôturé, et l'inspection y a pénétré sur invitation de l'exploitant, au niveau du collège Pierre Curie à Goussainville. D'après l'exploitant, le site désormais exploité à des fins agricoles n'est pas susceptible de conserver la clôture.</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion :</p> <p>Les installations temporaires, les matériels et les produits ayant transités sur le site ont été retirés.</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement :</p> <p>D'après l'exploitant, les conditions d'exploitation de l'ISDI ne sont pas susceptible d'avoir généré de pollution à l'endroit du site.</p> <p>Notamment, les matériaux acceptés ne présentaient pas de trace de pollution. Cela a été rendu possible par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exigence d'une demande d'acceptation préalable avant toute entrée de matériaux. De plus, en cas de doute l'exploitant affirme qu'il exigeait une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation. - le refus des déchets aux caractéristiques organoleptiques suspectes ; - l'implication d'un salarié à plein temps pendant la phase d'exploitation dans la réception et le contrôle de la qualité des matériaux entrants ; - Le déversement dans une zone tampon permettant un second contrôle des matériaux. Le cas échéant, les matériaux suspects étaient rechargés ; - un troisième contrôle lors de l'étalement des matériaux. <p>Ainsi d'après l'exploitant, aucun matériau pollué ou polluant n'a été accepté sur le site.</p> <p>D'après les éléments qu'il a fourni et les constats réalisés lors de la visite du 26 juillet 2022,</p>

l'Inspection ne dispose d'aucun élément contredisant cette analyse.

D'après les éléments fournis et la visite d'inspection, le dossier étant considéré complet, l'Inspection propose au Préfet de délivrer sans frais le récépissé de cessation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Définition de l'usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2021, article R.512-46-26
Thème(s) : Situation administrative, Installation soumise à enregistrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. – Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'enregistrement, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. – Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. – A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. – Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. – Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
Constats : L'usage futur du site tel que défini à l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°13420 du 12 juillet 2016 consiste en un espace agricole d'environ 22 hectares. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitation agricole était effective, puisque des cultures de maïs notamment était présente.
<p>De plus les différents aménagements envisagés ont été réalisés, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none">- du bosquet jardiné face à la maison de retraite. L'exploitant a expliqué qu'une végétation était déjà en place à cet endroit et qu'il a préféré la laisser en place plutôt que de la remplacer. Cela évitant les éventuels désagréments pour le voisinage qu'auraient occasionnés l'enlèvement de la végétation en place et l'ajout d'un bosquet jardiné. <p>En outre, le bassin réalisé est de capacité supérieure à celle imposée à l'article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°13420 du 12 juillet 2016, puisqu'il peut contenir un volume de 5490 mètres cubes, supérieur au volume de 3910 mètres cubes imposés à minima.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2021, article R.512-46-27
Thème(s) : Situation administrative, Installation soumise à enregistrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>II. – Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22 les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. – Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p>Constats : Le mémoire de réhabilitation a été réceptionné à la DRIEAT le 12 octobre 2021.</p> <p>Il aborde les sujets suivants :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ; D'après les conditions d'exploitation et de réaménagement, aucune mesure de maîtrise de risques n'est à prévoir sur le site concernant les risques liés aux sols.</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ; De même aucun matériau pollué n'ayant été accepté sur le site, et en raison de la profondeur de la nappe souterraine la plus proche et de l'absence de captage d'alimentation en eau potable en aval proche du site, aucune mesure de maîtrise des risques n'est à prévoir sur le site concernant les eaux souterraines. Concernant les eaux superficielles, des mesures de gestion sont mises en œuvre, notamment la mise en place d'un bassin, rendu étanche à l'aide de limons argileux, dont le débit de fuite est régulé par un orifice dimensionné en conséquence. De plus une surverse est aménagée pour faire face aux épisodes de pluviométrie importante. L'exploitant indique que l'entretien des fossés et du bassin de rétention sera assuré pendant 2 ans.</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ; D'après l'exploitant, les mesures de réaménagement mises en œuvre et l'entretien prévu pour 2 ans, n'implique pas la nécessité d'imposer une surveillance particulière.</p>

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

De même, aucune mesure de limitation ou d'interdiction n'est demandée par l'exploitant.

Aucun élément contredisant l'analyse de l'exploitant n'est parvenue à l'Inspection, ainsi son analyse et son positionnement sur les exigences du point I. de l'article R.512-46-27 sont partagées.

De plus, d'après les éléments fournis et les constats de l'inspection du 26 juillet 2022, il apparaît que les travaux de réaménagement de l'ancienne ISDI ont bien été entrepris. En outre, l'exploitation agricole du terrain a débuté. Enfin la société ECT assure l'entretien (fauche tardive, remplacement des arbres morts) des espaces végétaux mis en place et des ouvrages de gestion des eaux pluviales du site pendant 2 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet